

APRES LE XXIII^e CONGRES DU PCF

Le XXIII^e Congrès du PCF, qui s'est tenu en mai dernier était un moment attendu. En effet, peut-être plus que les précédents, il se situait dans une période où nombre des ses orientations, de ses choix antérieurs apparaissaient comme bousculés par les événements, et, pour certains, semblaient appeler des modifications tactiques. Un an après l'échec de la gauche et notamment du PCF aux élections législatives, quelles conclusions la direction du PCF tire-t-elle de la tactique adoptée, des alliances passées, de son échec ? Deux ans avant les élections présidentielles, il reste certes au PCF un certain laps de temps propice à la redéfinition de ses moyens, de ses thèmes : mais quels moyens et quels thèmes ? Comment engager une dynamique capable conduire les rangs secoués par l'aventure des législatives, vers des présidentielles au caractère mobilisateur douteux ?

AUX prises avec le réexamen d'une tactique de Programme commun, entretenue et affûtée pendant plus de 6 ans, le PCF a nécessairement un regard tourné vers le passé proche de 78, mais aussi vers son précédent congrès, le XXII^e, celui qui avait défini «l'Union du Peuple de France». Mais ce n'est pas la seule préoccupation qui marque le récent congrès : la volonté de résorber des contradictions un peu plus vives, un peu plus larges apparues dans la période, ou du moins de les maintenir dans des limites compatibles avec le cadre partisan tel que le conçoit le PCF n'est pas absente de la préparation et de la tenue du congrès, même si toutes les propositions qui en sont issues ne peuvent pas seulement être comprises en référence à cette «crise». Mais c'est ce que nous devons examiner plus dans le détail.

Nous aborderons dans ce premier article sur le XXIII^e Congrès du PCF uniquement les positions du PCF sur les questions internationales, réservant à un prochain numéro l'examen de ses propositions politiques sur la situation en France.

LA SITUATION INTERNATIONALE : UN NOEUD DE CONTRADICTIONS

Qui ou non, l'URSS est-elle socialiste ? Quels rapports existent entre le «socialisme aux couleurs de la France» et la réalité capitaliste de

l'URSS aujourd'hui ? Comment caractériser le rôle de ce pays dans le monde ? Peut-on dire qu'il mène une politique de «coexistence pacifique» ? La construction européenne conduit-elle à la «vassalisation de la France à l'égard de la République Fédérale d'Allemagne» ?

Les questions internationales et notamment l'appréciation des «pays socialistes» ou de la «coexistence pacifique» ont tendu à prendre une place grandissante dans la crise interne du PCF ces derniers mois.

La période qui a précédé le congrès lui-même a montré la diversité des positions en présence. Elle a du même coup laissé percevoir la façon dont la direction du PCF a procédé pour limiter les brèches, noyer les contradictions.

Mais ce n'est pas là son seul intérêt. Cette diversité de positions et l'attention qu'a portée la direction du PCF à cette question nous interrogent sur la signification de cette contestation, sa portée et le rôle qu'elle peut jouer dans l'approfondissement de la crise du PCF.

La montée des critiques

L'ampleur prise par la contestation sur les questions internationales est en fait assez récente. Si au XXII^e Congrès et après était évoqué le problème des «libertés démocratiques en URSS», la contestation sur ce point était limitée à une frange restreinte de militants, d'intellectuels en général et ne débouchait pas sur une remise en cause de la nature de l'URSS.

Ceci a progressivement changé : d'une part l'affirmation de plus en plus difficile à soutenir que l'URSS est socialiste, la négation des mesures répressives prises contre le peuple, l'existence des hopitaux psychiatriques, les positions plus qu'ambiguës prises à l'égard des dissidents ont suscité des interrogations de plus en plus nombreuses chez les militants, élargissant ainsi la contestation dans ce domaine. Mais cette contestation s'est aussi approfondie : ainsi, jusqu'à il y a un an environ, le courant einsteinien se distinguait en particulier par les critiques qu'il portait contre l'URSS, axées principalement sur l'absence de libertés ; les positions prises par ailleurs par ce courant, plutôt favorable à une social-démocratisation du PCF par exemple, montrent les

limites de ces critiques. Mais la précision apportée par le PCF à son projet politique dans le cadre des législatives de 1978, la mise en forme d'un projet capitaliste d'Etat a suscité en retour aussi plus d'interrogations dans les rangs du PCF sur la caractérisation du régime soviétique actuel. L'URSS est-elle socialiste ? En quoi le projet du PCF diffère-t-il de ce qui se passe en URSS ? Telle est la question qui, de manière plus ou moins ouverte, a commencé à être posée. Certains oppositionnels en sont venus à caractériser l'URSS de «pays fasciste» ; de même est parfois mise en cause la politique extérieure de l'URSS : «Aujourd'hui, il est d'une clarté aveuglante que sur un certain nombre de domaines de politique étrangère, l'URSS mène une politique impérialiste» déclarait ainsi J. Kéhayan à la veille du XXIII^e Congrès. Ces positions sont significatives de la différence de plan sur lequel se situe la critique de l'URSS ; elles constituent un des témoins de l'approfondissement de la contestation au sein du PCF.

La direction ne s'y est pas trompée. C'est bien la montée de questions portant sur l'URSS, sur le socialisme qui a provoqué la rédaction télécommandée du livre *L'URSS et nous* en septembre dernier, dans des temps records. En apparence, le livre semble prendre quelques distances par rapport à une position de soutien inconditionnel à l'URSS. Appare sans fondement : certes, les auteurs prétendent reconnaître que les «erreurs» dont parle à l'occasion la direction du PCF sont peut-être plus que des erreurs, mais ils réaffirment en même temps hautement que «L'URSS est un pays socialiste». Livre à première vue ambigu, sachant manier le dosage des interrogations et des affirmations, des critiques implicites et du soutien sans nuances, *L'URSS et nous* a surtout permis à la direction du PCF de tester le type d'argumentation le plus à même d'étouffer la critique.

Cette argumentation, c'est celle qui est présente dans le projet de résolution publié avant le XXIII^e Congrès et dans le rapport de Marchais à ce congrès.

Du 22^e au 23^e Congrès : la continuité

C'est le projet de résolution qui

introduit la formule : «*Le bilan des pays socialistes est globalement positif*». Formule dont le commentaire a occupé plusieurs «tribunes de discussion» de *L'Humanité*. L'expression est nouvelle mais volontairement vague dans sa généralité. Avant d'examiner plus avant la signification donnée à cette formule et ses interprétations contradictoires, rappelons rapidement les positions adoptées au XXII^e Congrès pour prendre toute la mesure de cette nouveauté.

Le XXII^e Congrès définissait la position du PCF par rapport aux «pays de l'Est» par le soutien à ces régimes, caractérisés comme socialistes : «*Nous avons de grands objectifs communs, une doctrine commune, un adversaire commun, la même passion du socialisme nous anime (...)* C'est le socialisme qui, en Union Soviétique, a réalisé cet immense progrès historique que constituent la disparition de l'exploitation de l'homme, l'édification d'une économie puissante qui se développe sans crise, sans chômage et sans hausse des prix galopante (...), la démocratie à l'entreprise,...». Soutien total également à la politique extérieure de l'URSS au nom de «l'internationalisme prolétarien». Juxtaposées à cette apologie, étaient cependant formulées quelques brèves critiques contre «*les mesures répressives qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression et/ou de création*».

Qu'en est-il au XXIII^e Congrès ? La même tirade de louanges sur l'Union Soviétique, à laquelle s'ajoute une formulation à la fois plus générale et plus ambiguë : «*Le socialisme existe. Il est entré dans l'histoire en Octobre 1917, quand les ouvriers et les paysans russes ont, sous la conduite de leur parti communiste, conquis le pouvoir et aboli l'exploitation capitaliste. Après l'Union Soviétique, d'autres pays ont connu cette transformation décisive. Au surplus, dans un délai historique qui est limité, s'agissant d'une tâche aussi vaste et tenant compte des situations de départ et des conditions rencontrées par chacun, les pays socialistes ont accompli une œuvre qui témoigne de l'existence et de la supériorité du système nouveau qu'ils se sont donné pour résoudre les grands problèmes de la société. C'est pourquoi, à la question de savoir quel est aujourd'hui l'apport du socialisme au*

mouvement historique des pays concernés et de l'humanité dans son ensemble, nous répondons : le bilan des pays socialistes est globalement positif.».

Ces phrases, extraites de la résolution adoptée au XXIII^e Congrès sont bien de la même veine que les précédentes. Mais sous la différence des formules ne se cache pas simplement une pure répétition ; elle est aussi le témoin d'une différence d'approche de la question, révélatrice de la crise du PCF.

UN CURIEUX BILAN

«*Le bilan des pays socialistes est globalement positif*». La formule est frappante, mais ne peut dissimuler l'ampleur des questions, des remarques, des refus qu'elle suscite dès qu'on essaie de réfléchir un peu à sa signification politique.

1) Le bilan des pays socialistes...

Remarquons d'abord la démarche. Partant de la question du «socialisme» en général («*Le socialisme existe*», première phrase de cette partie de la résolution. «*Ce qui avance, c'est le socialisme ; ce qui perd du terrain, c'est le capitalisme.*» - Rapport de Marchais), la pensée glisse à l'évocation de la révolution d'Octobre et de l'URSS, avant de fournir cette appréciation d'ensemble des pays socialistes.

Avant de revenir à la démarche, il convient de s'interroger sur cette formule : «*des pays socialistes*». Alors que la résolution reste muette sur ce que signifie ce pluriel, Marchais passe pêle-mêle de «*l'Union Soviétique à la Chine, de la Roumanie à Cuba, du Vietnam à la Yougoslavie*». Aucune analyse n'est fournie de la réalité de ces différents pays et pour cause. Quel point commun pourrait être trouvé entre l'URSS de Brejnev, au capitalisme d'Etat tout puissant et l'édification en cours de la Chine socialiste ?

Il est bien sûr facile d'évoquer la «*transformation décisive*» rendue possible par la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Mais justifier par là la nature actuelle de l'URSS, c'est de l'hypocrisie ; par ce grossier saut

à pieds joints par-dessus soixante ans d'histoire, soixante ans d'évolution concrète, le PCF compte faire passer une nouvelle fois sa thèse : l'URSS, c'est toujours le socialisme. Et si Marchais évoque l'existence de deux périodes, l'existence d'une coupure, ce n'est évidemment pas pour affirmer le caractère bien réel du retour au capitalisme, la transformation du socialisme en capitalisme d'Etat après la mort de Staline, mais pour se dédouaner de l'accusation de ce qu'il appelle «stalinisme», reprenant tel quel ce vocable trotskiste.

Mais quelle est donc la réalité de l'URSS aujourd'hui ? N'y aurait-il comme le proclame Marchais «pas d'inflation massive», «pas d'exploitation», «pas d'aggravation des cadences et des conditions de travail», «pas de chômage» ? Non, ce tableau n'a rien à voir avec l'URSS d'aujourd'hui. La réalité, ce sont les documents de plus en plus nombreux publiés par les groupes d'opposition, les «syndicats libres» qui en donnent une image, certes encore partielle, souvent limitée à quel-

ques aspects vécus, mais concrète. «Nos normes de production sont souvent révisées, de manière à nous faire travailler plus en gagnant moins...», «chaque année, a lieu une assemblée pour conclure un nouveau contrat collectif ; à cette occasion, on propose à l'assemblée un «contrat» dans lequel le plan est accru de plusieurs pour cent, tandis que les salaires restent sur place», «les prix montent dans les magasins...», «pour nos ouvriers, c'est la liberté de gagner leur vie, de manger, de se reposer, de faire la grève et de s'unir dans leurs syndicats, qu'ils n'ont pas. N'est-ce pas vraiment de l'esclavage ?» (Lettre de Léonid Séry - Extraits des cahiers du Samizdat). Et ces documents accusent les «dirigeants qui ont conduit le pays à une telle misère et une telle injustice». Ces témoignages ne sont certes pas toujours exempts d'une certaine marque anti-communiste ou d'une admiration sans nuances pour la démocratie occidentale, mais bien d'autres signes attestent aujourd'hui en URSS que ce n'est plus le socia-

lisme, qu'une forme de capitalisme y sévit : ainsi, les entreprises ont le droit de «posséder, d'utiliser» tous leurs biens, de revendre leurs installations ou leurs matières premières excédentaires, de louer des ateliers, des machines... De même, elles peuvent entreprendre des travaux «non prévus dans les plans, avec leurs propres fonds». Habilités à décider et modifier les échelons de salaires, à embaucher, à licencier, les directeurs d'entreprise ne diffèrent en fait guère par leurs pouvoirs, leur place dans l'ensemble de la société, des chefs d'entreprise des pays capitalistes occidentaux. C'est ainsi que les entreprises qui étaient autrefois propriété socialiste sont aujourd'hui transformées en entreprises appartenant à une nouvelle classe de privilégiés. Par son niveau de vie, par les pouvoirs, les fonctions qu'elle détient dans l'appareil du parti et l'appareil d'Etat, cette nouvelle bourgeoisie accroît toujours d'avantage l'écart qui la sépare des masses de travailleurs industriels et agricoles.

Non, l'URSS n'est pas ce socia-



Le XXIII^e Congrès sous le signe de «l'indépendance nationale» et du «socialisme». Beaucoup de questions et d'ambiguïtés.

lisme radieux dont parle Marchais, mais un pays d'exploitation et d'oppression : aux images si proches de la misère et des cadences capitalistes, s'ajoutent, toujours présentes, celles de la domination féroce des dirigeants du PCUS, celles de la dictature de ceux qui «ont tout et même plus». Poursuites engagées par les organes administratifs, par la Milice, par le KGB contre les travailleurs qui expriment leur mécontentement, par exemple dans les lettres qu'ils adressent aux journaux, ou dans des tracts clandestins ; persécution et démantèlement des organisations de lutte comme les «syndicats libres» que créent les travailleurs pour défendre leurs droits, menaces et pressions contre les plus actifs, internement dans les hôpitaux psychiatriques, ... S'agirait-il seulement «d'actes injustes et injustifiés» comme le prétend la résolution, ou bien ces faits constituent-ils un tout indissociable de leur fondement : la nécessité pour la nouvelle bourgeoisie au pouvoir de maintenir et justifier sa domination sur le peuple ?

Pour Marchais et la direction du PCF ce ne serait là que «séquelles du passé». On pourrait croire qu'il désigne ainsi les influences sur les

mœurs, sur les mentalités dont la dictature séculaire des tsars et des féodaux a nécessairement marqué la Russie, y compris dans l'édification du socialisme. Or ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de l'insuffisante «déstalinisation» entreprise par le PCUS depuis 1956. L'argument est connu et masque le véritable tournant : la mise en place à la fin des années 50, d'un appareil répressif de plus en plus diversifié à son service, la restauration du capitalisme.

Il masque le véritable bilan de l'Union Soviétique qui effectivement doit être dressé. Par quel cheminement complexe, à travers quelles contradictions mal résolues, quelles erreurs un pays socialiste peut-il dégénérer en un pays capitaliste ? Même si on peut constater certains indices de cette dégénérescence, c'est là une question importante sur laquelle le mouvement marxiste-léniniste doit avancer et il ne peut laisser à personne d'effectuer cette démarche à sa place.

Ainsi, l'exploitation et l'oppression qui pèsent sur le peuple soviétique ne peuvent être considérées comme des «défauts», ni des «écarts sérieux et graves», qui «entachent l'idéal communiste». C'est bien d'une autre réalité qu'il s'agit : celle d'un

pays où dominant le capitalisme et ses fléaux.

Dans ces conditions, comment parler de «bilan des pays socialistes» après avoir falsifié la réalité capitaliste de l'URSS ?

Mais l'inconséquence n'en reste pas là. Il est en effet quelque peu surprenant de voir Marchais citer la Chine comme pays socialiste immédiatement après l'URSS, alors que le PCF a pendant des années tenté de nier cette réalité. N'était-ce pas le PCF qui se lamentait sur le refus de la Chine de suivre après 1956 la voie de restauration du capitalisme préconisée par l'URSS ? N'était-ce pas J.E. Vidal qui niait en ces termes l'édification du socialisme en Chine : «Non, on ne fait pas table rase du passé, en Chine, le groupe dirigeant de Pékin s'y replonge au contraire : ses vues subjectives sur l'évolution de la société sont rattachées à la pensée chinoise ancienne. Il a seulement pris soin de l'expurger de certains de ses aspects les plus positifs» (Vidal. *Où va la Chine ?*). Calomnies et dénigrement que Fajon résumait ainsi : «Les dirigeants chinois, se réclamant du socialisme, en donnent une image caricaturale, laide, bien peu séduisante» (préface du livre cité). Plus encore : ces mêmes dirigeants du PCF qui aujourd'hui appellent à la rescousse la République Populaire de Chine et le Parti Communiste Chinois pour tirer du socialisme un bilan globalement positif, n'ont sans doute pas oublié pour autant comment, sans discussion aucune, par les pires méthodes bureaucratiques, par l'intimidation et parfois l'agression physique ils ont pourchassé, exclu ceux qu'ils appelaient «les pro-chinois», c'est à dire les camarades qui prétendaient faire entendre les positions du PCC, défendre le marxisme-léninisme et la voie de la révolution socialiste.

La réalité de l'édification du socialisme en Chine que le PCF a tenté plusieurs années durant, de nier et de bafouer, ce même parti semble aujourd'hui admettre son existence : minute de silence à la fête de *L'Humanité* de 1976, après la mort de Mao Zedong, commentaires embarrassés et contradictoires dans sa presse, demande de rétablissement des relations de parti à parti avec le Parti Communiste Chinois,...

Alors, comment parler d'un «bilan des pays socialistes» ? Comment ti-

A PROPOS DU BILAN DE L'URSS

Nous pouvons citer à ce sujet l'intéressante indication publiée par *L'Humanité Rouge*, sous la plume de Jacques Jurquet, dans le cadre de sa série XXIII^e Congrès du PCF : premières réflexions (Numéro du 24/5/79).

A cet égard, nous estimons que la critique constructive des événements intervenus à l'époque où Staline assumait la direction de l'URSS et de tous les partis communistes ne peut concerner un seul homme, mais doit s'appliquer à l'ensemble des dirigeants communistes soviétiques et non-soviétiques de l'époque.

Nous rejetons toute méthode d'analyse critique qui repose sur une nouvelle métaphysique et un nouveau manichéisme : tout ce qui fut mal, mauvais, criminel s'expliquerait par la volonté et l'action du «diable», en l'occurrence Staline. Exactement comme les croyants attribuent à Dieu tout phénomène encore non expliqué scientifiquement. Nous savons désormais qu'il y a eu pendant l'époque de la direction de Staline des violations de la légalité socialiste, des mesures d'autorité brutale, des erreurs théoriques et pratiques, et des crimes.

Il y a eu aussi des succès, des victoires, des progrès, et, ce qui ne doit pas être occulté, des circonstances historiques tragiques et très difficiles que l'on a tendance à oublier et qui, certes, ne justifiaient aucune mesure de coercition et d'oppression sur les travailleurs. Le régime répressif dont souffrent les peuples dans l'URSS d'aujourd'hui puise-t-il toutes ses racines dans les pratiques de la période antérieure ?

Sans doute en partie, mais cela nécessite une analyse historique plus complète.

rer de l'amalgame de deux réalités complètement opposées, antagoniques dans leur fond, un « bilan » qui vaille pour l'ensemble ? Bien des membres du PCF ont laissé filtrer leur étonnement et leur gêne devant la formule et pour nombre d'entre eux, le refus de ses conséquences.

2) Globalement positif

Car la formule ne vaut que par le jugement qu'elle comporte et les sous-entendus qu'elle implique.

La confusion — volontairement créée par le recours à deux réalités contradictoires — s'accroît nécessairement dans la conclusion : qu'est-ce qui est jugé au juste comme « globalement positif » ? Les interprétations diverses données par les participants à la tribune de discussion de *L'Humanité* ou par les militants de ce parti laissent entrevoir à la fois sur quels points portent leurs interrogations, leurs critiques et comment la formule sert à désamorcer celles-ci. Ainsi, le fait que le seul exemple de socialisme donné

soit celui de l'URSS dans la résolution conduit nécessairement certains à comprendre la formule comme : « *le bilan de l'URSS est globalement positif* », jugement qu'ils refusent, à juste titre, et accusent de masquer « le négatif », de le considérer comme une perte suffisamment négligeable pour passer pour nulle. Jugement que, aussi bien la résolution que le rapport de Marchais sont loin de contredire. Le « négatif » dans l'URSS d'aujourd'hui ? Simplement « *des problèmes* » « *liés à une méconnaissance de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur* » glisse pudiquement Marchais. Rien, pas un mot sur la dépossession de la classe ouvrière des moyens de production, sur les internements psychiatriques, sur les camps, sur les mouvements de dissidents, sur les syndicats libres ; négligeable. Marchais peut certes repousser l'idée longtemps chère à son parti selon laquelle l'URSS serait un « modèle » de socialisme. Cette concession, rendue nécessaire pour promouvoir devant les électeurs

français un projet de société dit démocratique, n'affecte nullement le fond. Et tous les militants ne s'y trompent pas : « *Comment par exemple ne pas voir une confusion plus ou moins consciente entre bilan positif et maintien de la notion de modèle ?* » demande ainsi Claude Frioux dans une tribune de discussion (*L'Humanité* du 31/3/79).

S'il ne fait aucun doute qu'en parlant de « *bilan globalement positif des pays socialistes* », la direction du PCF ne modifie en rien son appréciation sur l'URSS, il est intéressant de remarquer que ce n'est pourtant pas sur ce terrain que se placent Marchais et le texte de la résolution pour justifier cette formule. Ecarter ce terrain, c'est éluder du même coup les critiques, se donner les moyens de les désamorcer. Quels sont en effet les arguments donnés pour prouver que « *le bilan des pays socialistes est globalement positif* » ?

Ecartant tout semblant d'analyse concrète, qui nécessairement donnerait prise aux questions, attiserait les dissensions, rendrait difficilement conciliables au sein du même



P. Juquin serrant la main au dissident Pliouchtch : un moment que la direction du PCF voudrait effacer.

parti les positions de soutien inconditionnel de l'URSS style J. Thorez-Vermeersh, et les positions des opposants plus lucides, les textes du Congrès adoptent une autre démarche, «globale» pour le coup. Le jugement qui est demandé aux militants et aux lecteurs ne porte pas en fait sur «les pays socialistes» mais sur «le socialisme». Différence importante, qui, au nom d'un idéal escamote toute question véritablement concrète et précise. Dès lors, le raisonnement à suivre est simple : 1) «le socialisme existe-t-il ?» 2) est-il «supérieur au capitalisme» ? et d'énumérer à titre de preuve les conséquences du capitalisme «*misère, insécurité de l'existence, faim, ... inculture, absence de toute démocratie*» (L'Humanité du 9/4/79) que le système socialiste permet de résoudre. 3) remarque annexe : bien sûr, «on ne peut se contenter de porter au débit du socialisme l'écart entre notre idéal et les étapes concrètes de sa réalisation, ses insuffisances, ...» (L'Humanité du 2/4/79) (Ecart sans doute, la répression fasciste qui sévit en URSS ?). 4) de la supériorité et de la diversité concrète du socialisme, il ne reste plus qu'à tirer la conclusion : «*bilan globalement positif*», tout en glissant au passage de la notion de «socialisme» à celle de «pays socialistes».

Et pour le militant non convaincu par ce type de raisonnement, ou tendant à penser que par exemple «ces pays ne sont pas des pays socialistes» (l'auteur de cette tribune se garde bien de citer un nom de pays), on rétorque : «*alors, c'est la totalité de notre évaluation du rapport des forces à l'échelle internationale qui se trouve être fautive... Mais ce sont également les possibilités d'un passage démocratique au socialisme dans notre pays qui sont gravement compromises, et il faut alors revoir l'ensemble de notre stratégie*» (L'Humanité du 24/4/79).

Telle est bien la pierre de touche. Maintenir contre toutes les réalités que l'URSS est socialiste, même si on concède que ce n'est pas un modèle, c'est verrouiller d'une certaine manière l'ensemble des propositions révisionnistes : soutien de fait au régime fasciste de l'URSS, soutien à ses menées impérialistes, refus de préparer les masses à la révolution socialiste, élaboration d'un projet de capitalisme d'Etat, refus des luttes qui pourraient com-

promettre la tactique électorale. Et c'est bien l'ensemble de ces propositions que les militants du PCF doivent remettre en cause.

LES ILLUSIONS DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Mais il est un domaine où les textes du congrès du PCF restent quasi-muets, domaine pourtant non négligeable pour juger en particulier du «*bilan des pays socialistes*» mais aussi plus largement de la situation internationale : c'est celui du rôle de l'URSS dans le monde.

Il y est certes indiqué que «*la tendance fondamentale à la coexistence pacifique, à la détente ne se développe pas de façon automatique*», «*que les pays socialistes consolident leur place dans le monde*» (résolution), qu'«*ils jouent un rôle considérable — notamment l'Union Soviétique — pour aider matériellement et politiquement les mouvements de libération nationale*» (rapport de Marchais). Mais où est la réalité là-dedans ? Tue ou falsifiée. Marchais affirme le principe de «*non ingérence de quelque puissance que ce soit dans les affaires intérieures des pays*». Mais silence sur l'agression de la Tchécoslovaquie par l'URSS en août 1968. Le fait date ? Peut-être mais la Tchécoslovaquie est toujours occupée — et Sabata, ancien membre du comité central du PCT, porte-parole de la Charte 77, de nouveau condamné pendant la tenue-même du XXIII^e Congrès, a-t-il reçu à cette occasion quelque marque de soutien de la direction du PCF ? Non ; non pas que cette question soit restée inconnue d'elle, puisque plusieurs militants de ce parti ont tenu une conférence de presse, transmis une lettre de la Charte 77 et appelé à une manifestation devant l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Pas d'ingérence non plus en Erythrée, dans la Corne de l'Afrique ? Lors de la dernière offensive engagée contre les patriotes érythréens, ce sont des généraux soviétiques qui dirigeaient les opérations ; ce sont les Mig 21, les Mig 23 de l'armée soviétique, pilotés par des Soviétiques, qui ont bombardé les villages, tuant plusieurs milliers

de personnes. De quelle politique s'agit-il ?

Non, les faits n'ont pas manqué depuis le précédent congrès du PCF s'il avait voulu les voir : encadrement de l'armée du Yémen du Sud par des conseillers militaires soviétiques depuis le coup d'Etat de juin 1978 ; coup d'Etat en Afghanistan et signature d'un traité d'alliance militaire avec l'URSS qui envoie des officiers diriger les combats à la frontière du Pakistan. Fourniture massive d'armes au Vietnam avec la signature d'un traité militaire (novembre 1978) et l'invasion, un mois après du Kampuchea...

Durant ces dix dernières années, et notamment depuis deux ans, les interventions militaires de l'URSS à l'étranger, les ingérences n'ont cessé de se multiplier. Elle ne sont pas des faits isolés ou sans signification ; elles décrivent une stratégie bien précise : celle d'un pays qui utilisant son masque socialiste, mène en réalité une politique de pillage et d'oppression, dans les pays de l'Est qu'il contrôle, mais aussi en Afrique et en Asie, et vise à ainsi encercler l'Europe, atout décisif dans la rivalité mondiale avec les USA.

La direction du PCF n'ignore pas ces faits et se tait au congrès après les avoir falsifiés dans sa presse. Mais combien de militants affrontés à eux, se sont demandés ce qu'une telle politique d'agression, de présence incessante hors de ses frontières menée par l'URSS, pouvait bien avoir encore de socialiste ? Combien ont pensé qu'il s'agissait là en fait d'une politique à caractère impérialiste, se dissimulant mal derrière le prétendu soutien à telle ou telle force dite de libération nationale pour l'occasion ? Combien, comme J. Kehayan, ont envoyé à L'Humanité leur tribune de discussion sur ce sujet et n'ont jamais vu leur texte publié ?

Quelle détente ?

La direction du PCF peut toujours affirmer que l'URSS est «*le pays qui a le plus contribué à la détente*», qui même l'a fait avancer «*grâce à la signature d'accords internationaux tel l'acte final de la Conférence d'Helsinki*». Mais de quelle détente peut-il s'agir quand on sait que 60 % des entreprises soviétiques sont liées d'une façon ou

d'une autre à l'industrie de guerre, ou que les dépenses militaires de l'URSS dépassent de 25 % celles des USA, malgré un produit national nettement inférieur ?

Mais qu'est-ce qu'une «détente» qui repose sur une militarisation de l'économie telle qu'elle a permis en quelques années de doter l'URSS d'un arsenal militaire équivalent et sur certains points supérieur à celui des Etats-Unis ?

L'URSS parle de «paix» et de politique de «détente» assurée par les conférences d'Helsinki ou de Belgrade plus récemment. Mais ce ne sont là que mots à la bouche, dissimulant bien mal sous les grandes résolutions des conférences, l'accentuation de la course aux armements et la dérision des accords de «limitation des armes tactiques» ; derrière la façade de la détente, apparaissent de plus en plus nettement la rivalité des deux superpuissances, et les ambitions du social-impérialisme soviétique. Aggressions, ingérences, recherche de la suprématie militaire, ... que fait l'URSS sinon préparer un nouveau repartage du monde à son profit, sinon préparer la guerre qui lui assurerait l'hégémonie mondiale ?

Mais la direction du PCF se tait — sans doute parce que d'après la résolution — et Marchais reprend ce thème — *«il n'y a plus de centre du mouvement communiste international et il ne saurait en avoir»*, que *«la base des nouveaux rapports est l'indépendance de chaque parti, l'égalité, la non-ingérence»*. Excuse facile pour dissimuler une réalité qui n'a plus rien de socialiste. Et l'«indépendance» du PCF par rapport au PCUS reste bien modeste. Certes, certains faits de répression particulièrement scandaleux qui se sont produits en URSS ou dans ses satellites ont eu droit à quelques lignes dans *L'Humanité*. Mais le grand moment des revirements et mascarades électoraux passés, finies les critiques sur l'URSS. On dénonce violemment les livres comme celui de Kéhayan (*Rue du prolétaire rouge*) accumulant des faits montrant la réalité de l'URSS, on détruit la brochure contenant la photo de P. Juquin (député de l'Essonne, enfin promu au Bureau Politique par le dernier congrès !) serrant la main au dissident Pliouchtch. Alors, indépendance ou alignement ? Il n'est peut-être pas inutile de rappeler la mise en garde

adressée au lendemain du XXII^e Congrès du PCF : *«L'attitude envers l'URSS est la pierre de touche du caractère révolutionnaire de l'internationalisme, la ligne de clivage entre les forces de progrès et les forces de la réaction»* (Jivkov, chef du parti bulgare devant le congrès du PCUS). Voilà de quelle indépendance parle le PCF : pas question de rupture (*«cette même fidélité à la ligne du XXII^e Congrès nous a fait repousser toute idée de rupture avec les pays socialistes, de repliement sur nous-mêmes»*), encore moins de critiques, mais juste ce qu'il faut de silence et de distance pour rendre quelque peu cohérent et crédible un projet de société dit démocratique.

«UN EMPIRE DONT LE CHARLEMAGNE SERA ALLEMAND»

Tenu un mois avant les élections européennes, le XXIII^e Congrès devait nécessairement avoir pour l'un de ses temps forts : la question de l'Europe. Rien de nouveau dans les textes : un long passage sur la «vassalisation» dans le chapitre intitulé *«La voie du déclin de la France»* et une accumulation de formules à l'emporte-pièce, clouant l'Europe au pilori. *«Plus ils approfondissent la crise en France, plus le grand capital et son pouvoir cherchent leur salut à l'étranger. Ils ont fait de l'intégration européenne et atlantique, de la vassalisation de la France à l'égard des Etats-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne, une orientation déterminante de leur stratégie»*. Le but de cette politique ? *«Une France désarticulée, sous-traitante, dépendante, devenue la province d'un empire américano-germanique»*, *«faire de la France le marchepied de l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe»*. Manifestement, c'est un thème par lequel la direction du PCF voudrait mobiliser les forces d'un parti en crise, souder les rangs quelque peu désintégrés par l'échec de 78 et sans projet de rechange, tout en espérant compter, enfin seul, sans alliance électorale avec le PS, le nombre de ses voix. Mais les arguments utilisés sont rapides, partiels se résument plus souvent

à des affirmations toutes faites qu'à des essais de démonstration. Comment croire en effet que les trusts allemands sont responsables des licenciements dans la sidérurgie française, quand l'impérialisme allemand lui-même a licencié 26 000 sidérurgistes depuis 1975 (la France 22 000), a baissé sa production d'acier de 23 % depuis la même date (et la France de 15 %) ?

Non pas qu'il s'agisse de nier la puissance économique de l'impérialisme allemand quatrième puissance industrielle mondiale, mais il faut examiner soigneusement les conséquences. Cet avantage économique est certes réel au sein des pays européens mais repose-t-il sur un écart tel entre l'Allemagne et la France qu'il signifie une subordination de celle-ci ? Le poids respectif des deux économies ne permet pas de l'affirmer. Avantage relatif donc, et que la crise n'a pas épargné, réduisant la croissance industrielle (plus qu'en France) et maintenant un taux de chômage élevé ; avantage limité aussi par le poids politique mesuré de la RFA dans le monde et notamment dans le Tiers Monde ; avantage enfin que l'élargissement de l'Europe à trois pays d'Europe du Sud tendrait plutôt à contrarier, en aiguissant la concurrence avec les impérialismes français et anglais dans ces pays.

Mais quel lien peut-on établir entre cet avantage économique relatif de la RFA en Europe et la «vassalisation» dans laquelle il aurait d'ores et déjà plongé la France ?

Ce n'est pas le seul développement de la concertation entre Etats européens qui peut permettre à la RFA d'imposer sa loi aux autres impérialismes. Les conséquences effectives de la crise, des restructurations en Allemagne montrent que ce pays ne s'en est pas mieux tiré que la France ; s'il avait les pouvoirs impériaux que lui attribue le PCF, comment expliquer cette situation ?

Serait-ce alors l'élargissement prévu de la CEE à l'Espagne, la Grèce et le Portugal qui permettrait à la RFA d'accroître son poids au sein de la CEE ? Mais d'une part cet élargissement est loin d'être imminent et comportera notamment une période transitoire de cinq ans. D'autre part, les liens existant entre l'impérialisme allemand et ces trois pays ne sont pas tels qu'ils lui permettent de renforcer ses positions au sein de la CEE au détriment de la France ou de la Grande-Bretagne.

Serait-ce alors parce que l'on assisterait à un développement de la supranationalité que la RFA verrait s'accroître ses possibilités de dicter ses conditions aux pays de la CEE ? En fait, il n'y a pas aujourd'hui avancée vers un Etat supranational européen, mais renforcement de la concertation entre les différents Etats de la CEE. Dans cette situation, on voit mal comment un Etat pourrait imposer des décisions à un autre contre son gré. Le PCF cite le plan Davignon, en fait un argument choc mais l'exemple n'est guère probant : en effet, non seulement il a été adopté à l'unanimité par le Conseil européen, mais il a été réalisé sur la base de propositions des maîtres de forges français. Diktat de l'impérialisme allemand ou exemple typique de la concertation entre capitalistes européens, désireux de limiter les effets sauvages de la concurrence exacerbée par la crise ?

Ainsi, ce n'est pas, à l'évidence, l'arrivée soudaine d'une menace allemande contre l'indépendance de notre pays qui explique cette soudaine campagne anti-européenne du PCF, et ces accents chauvins qui marquent jusqu'aux textes du congrès. Non, la cause est ailleurs ; elle n'est pas dans la réalité de l'Europe, mais dans la gravité de la crise interne de ce parti, dans l'espoir de sa direction de voir enfin les plaies de 1978 se fermer et les contradic-

tions se résorber dans la mobilisation de toutes les forces contre «l'Europe allemande». Espoir vain. Non seulement les militants n'ont suivi qu'en traînant les pieds mais de nouvelles questions sont apparues, interpellant le PCF sur son analyse de l'Europe mais aussi et surtout sur les conséquences en France. Si, comme le dit la résolution du XXIII^e Congrès, «*d'importantes décisions concernant des secteurs entiers de notre économie ... sont prises à l'étranger*», si l'Allemagne est le «suzerain» de l'Europe, alors se pose la question de la cible de notre lutte : contre qui les travailleurs français doivent-ils porter leurs coups ? Lorsqu'en Lorraine, les sidérurgistes s'attaquent aux policiers venus les réprimer, à la télévision, occupent la centrale à oxygène, ... ont-ils raison de s'en prendre aux responsables de leurs licenciements, à l'Etat capitaliste français, ou bien devraient-ils se détourner de cette cible bien réelle pour chercher des responsables qui seraient «ailleurs» ? S'il est vrai que la concertation européenne a pu accélérer les plans de restructuration de la bourgeoisie française, c'est bien elle qui en porte la responsabilité et contre qui nos coups doivent être portés, et la direction du PCF n'a pu désavouer les nombreux militants qui, en pleine campagne sur l'Europe, ont choisi eux aussi, la

voie de la lutte contre les licenciements, contre la bourgeoisie impérialiste française.

Ainsi les questions internationales, de la caractérisation de l'URSS à l'appréciation de son rôle dans le monde, de la question de la «détente» à celle de l'Europe témoignent d'un double aspect de l'attitude du PCF : d'une part l'existence d'interrogations, parfois de jugements opposés au sein du PCF notamment sur l'URSS a amené la direction de ce parti à élaborer un type de questionnement, de raisonnement qui n'est pas en tous points identique à celui qui existait auparavant. Mais l'utilisation ainsi faite, et non sans raccourci et chassés-croisés, des différences de positions existant dans le PCF n'empêche pas, et c'est l'aspect dominant, la réaffirmation des mêmes thèses contraires à la réalité. Aspect révélateur de la ligne et de la démarche du PCF, l'analyse des questions internationales montre tout le vide laissé par la direction de ce parti face aux questions des militants. Il appartient aux marxistes-léninistes d'engager fraternellement la discussion avec eux pour répondre aux questions politiques posées et de les aider ainsi à combattre l'hégémonie révisionniste. ■